Plus-value des programmes de l'UE pour la Suisse – Effets de la participation restreinte en 2021–2024

Étude réalisée sur mandat de scienceindustries
Zurich, le 14 mai 2025

barbara hæring

Dr. Dr. h. c. Barbara Haering
Me Vera Leimgruber, MLaw

En collaboration avec

strategos

Sandra Wirth, Master en économie UNISG, MPA Harvard

Association des Industries Chimie Pharma Life Sciences

scienceINDUSTRIES SWITZERLAND

scienceindustries
Nordstrasse 15
Case postale
CH-8021 Zurich

Tél. +41 44 368 17 11
info@scienceindustries.ch
www.scienceindustries.ch

Vous trouverez l'étude complète ici.

Copyright
Tous les contenus de cette étude, en particulier les textes et les graphiques, sont protégés par le droit d'auteur, dont le titulaire est scienceindustries. L'étude peut être citée en mentionnant la source (« Source : scienceindustries »).

Copyright © 2025 by scienceindustries. Tous droits réservés.
Zurich, le 14 mai 2025

Remerciements
La présente étude a été rédigée sur mandat de scienceindustries et financée par Novartis International SA. Nous remercions pour son soutien le groupe d'accompagnement largement représentatif, composé d'associations industrielles, d'entreprises de l'économie de l'innovation ainsi que d'organisations du monde suisse de la science et de l'innovation. Nous remercions également Nicole Pohl (www.plainwords-translations.ch) et Katharina Brandenberger (Urbane Logistik Expertise I innologistics) pour leurs conseils et leur réflexion critique.

Groupe d'accompagnement
economiesuisse, F. Hoffmann-La Roche, Givaudan, Johnson & Johnson, Novartis, Sika, Swiss Chemical Society SCS, Swiss Medtech, Swiss Startup Association SSA, Swissmem, Swico

Les programmes de recherche de l'UE : clé de la force innovatrice de la Suisse

La Suisse figure parmi les pays les plus innovants au monde. Mais l'innovation ne surgit pas de nulle part ; elle se nourrit de collaborations internationales dynamiques, une recherche de pointe et de partenariats structurants. La présente étude montre de manière éclatante l'importance déterminante des programmes de recherche de l'Union européenne comme moteurs de la compétitivité et de la capacité d'innovation de l'économie suisse.

Depuis 2025, après plusieurs années d'incertitude, la Suisse fait à nouveau partie d'Horizon Europe et des autres programmes de recherche et d'innovation de l'UE. C'est un premier pas important, même si, sur le long terme, cette association reste incertaine. Car la pérennité de notre participation dépend en majeure partie de la ratification des Bilatérales III.

Ce sont surtout les jeunes talents de la recherche et les PME qui ont été touchés par les récentes restrictions. En effet, leur capacité d'innovation a été affaiblie par l'absence d'association complète à Horizon Europe – une situation qui ne doit pas se reproduire.

Face à un monde en pleine transformation, la Suisse ne doit surtout pas s'exposer au risque de l'isolement. Les collaborations internationales sont indispensables pour notre innovation, notre compétitivité et notre position en Europe – elles ne constituent pas un choix, mais une nécessité. Les indécis aujourd'hui s'exposent à être dépassés. Agir, c'est assurer l'avenir.

Nous nous battons pour des relations solides et pérennes avec l'UE. Nos entreprises membres dépendent d'un pôle d'innovation suisse performant. Cela exige un libre accès aux réseaux scientifiques de recherche et aux talents internationaux.

Il appartient au monde politique de poser les bases d'une solution durable. La Suisse doit consolider sa position de leader international de l'innovation. Pour cela, une relation contractuelle stable avec l'UE lui est indispensable. Les Bilatérales III permettent d'ancrer durablement la collaboration scientifique. C'est une opportunité à ne pas manquer.

Matthias Leuenberger
Président de scienceindustries

Résumé

Mandatée par scienceindustries, cette étude de Barbara Haering (Dr. Dr. h.c.) et Sandra Wirth (MPA Harvard) s'est focalisée sur la plus-value pour la Suisse des programmes de recherche de l'Union européenne (UE) et sur les conséquences de la participation restreinte de notre pays entre 2021 et 2024.

L'analyse approfondie et l'exploitation systématique de nombreux entretiens d'expertes et d'experts mettent en évidence la valeur ajoutée évidente des programmes de recherche de l'UE pour la science, l'économie et la société suisses. Les financements transitoires et complémentaires assurés par la Confédération ont permis d'atténuer à court terme les contrecoups économiques de cette participation restreinte. Mais cette association limitée entre 2021 et 2024 a tout de même engendré une perte systémique d'influence et de compétitivité.

La simulation avec l'instrument RHOMOLO et le modèle de mesure d'impact des politiques de la Commission européenne montrent que les programmes de recherche de l'UE se traduisent par un gain allant jusqu'à 0,17 % (rapporté à 2020) du PIB de l'UE. Par ailleurs, la plus forte poussée du PIB devrait avoir lieu entre 2027 et 2035 environ. Les simulations macroéconomiques de l'UE, le modèle d'impact sur lequel se fonde cette étude et les estimations (pour 2019) du Secrétariat d'État suisse à la formation, à la recherche et à l'innovation montrent que les effets négatifs d'une participation restreinte de la Suisse aux programmes de l'UE se répercutent directement sur la compétitivité de l'ensemble de l'industrie du savoir.

En outre, la Suisse, plus précisément la représentation de ses intérêts, a été affaiblie sur toute la chaîne de valeur allant de la recherche, l'innovation, la configuration des marchés à la régulation. Et cela en un temps où les défis globaux, comme le changement climatique ou les questions de sécurité, ne peuvent plus être maîtrisés à l'échelon exclusivement national.

Les jeunes talents de la recherche, la population étudiante et les PME des secteurs de haute technologie ont été particulièrement touchés, ces groupes ciblé par les des programmes de l'UE, constituent des actrices et acteurs déterminants pour l'avenir de la Suisse. Pour les chercheurs et chercheuses ainsi que les entreprises, des incertitudes juridiques et de planification subsistent quant à la participation aux programmes de l'UE. Certaines conséquences négatives en découlent, notamment pour les projets déposés par les entreprises. L'exclusion de la Suisse de domaines de haute technologie primordiaux comme le quantique, les semi-conducteurs, l'espace ou le cyber constitue un obstacle pour les deux parties.

La conclusion des auteures de l'étude est claire : seule une association complète à long terme et garantie préserve le pôle d'innovation suisse – tout en renforçant la souveraineté technologique de l'Europe.

Formation, recherche et innovation : les bases de notre avenir.

L'éducation, la recherche et l'innovation couvrent un éventail qui va de la recherche fondamentale et de la transmission des nouveaux savoirs à la jeune génération jusqu'à la commercialisation de nouveaux produits et processus sur les marchés internationaux, en passant par l'innovation dans les entreprises. Grâce aux emplois et à la richesse qu'elles créent, ces valeurs contribuent à résoudre des problèmes mondiaux tels que le changement climatique, la rareté des ressources et leurs conséquences sociales. C'est dans ce contexte que la formation, la recherche et l'innovation sont aujourd'hui mises en réseau à l'échelle internationale. À cet égard, les activités de recherche et d'innovation ainsi que les programmes de mobilité de l'Union européenne (UE), en bref les « programmes de l'UE », jouent un rôle primordial. Avec 95,5 milliards d'euros, **Horizon Europe** est le plus important programme de recherche au monde. Il repose sur les trois piliers « Excellence scientifique », « Europe innovante », « Défis mondiaux et compétitivité industrielle de l'Europe ». **Erasmus+** est le principal programme global de mobilité et de coopération dans l'éducation ; avec 26,2 milliards d'euros, il est au service de l'éducation tertiaire, de la formation, de la jeunesse et du sport en Europe. **Digital Europe** renforce les capacités numériques sur notre continent ; le programme soutient le calcul haute performance, l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les technologies de semi-conducteurs et le recours aux technologies numériques dans l'économie et la société.

La Suisse laissée à l'écart

De juillet 2021 à fin 2024, la Suisse a fait cavalier seul en matière de politique d'innovation puisque, suite à l'interruption des négociations sur un accord-cadre institutionnel, l'UE a décidé d'exclure en grande partie notre pays des programmes de l'UE.

Les questions auxquelles cette étude répond.

La présente étude a pour but de définir les plus-values spécifiques des programmes de l'UE pour la Suisse, et d'identifier et plausibiliser les effets de sa participation restreinte entre 2021 et 2024. Diverses analyses de documents et de données, ajoutées à des entretiens approfondis et des estimations micro et macroéconomiques ont permis de répondre à ces questions. L'échange a réuni 46 expertes et experts – l'accent étant mis sur les entreprises basées sur le savoir. Nous nous sommes également tournés vers l'Autriche, qui utilise les programmes de l'UE de manière ciblée pour moderniser son écosystème de la connaissance et de l'innovation, ainsi que vers la Grande-Bretagne qui, elle aussi, a vu sa participation aux programmes de l'UE restreinte après sa sortie de l'Union européenne (Brexit), mais a retrouvé depuis lors, un accès presque complet.

Les programmes de l'UE sont essentiels pour la compétition scientifique internationale.

Les enquêtes ont montré que les hautes écoles suisses ont su, du moins provisoirement, conserver leur attrait malgré une participation limitée aux programmes de l'UE. Ancrés dans des partenariats mondiaux, les groupes de recherche établis ont continué d'entretenir leurs réseaux. L'excellence de la formation et de la recherche en Suisse, construite au fil des ans, la bonne dotation en chaires et le niveau élevé des infrastructures de recherche ont contribué à ce succès. Les financements transitoires et complémentaires mis à disposition par la Confédération ont aussi joué un rôle central. Il n'en reste pas moins que les jeunes talents académiques et la population étudiante ont été particulièrement touchés par les restrictions de ces dernières années.

L'argent ne peut pas tout acheter

Les financements transitoires et complémentaires ont été en tant que tels des mesures utiles ; sur le plan de l'efficacité, ils n'ont toutefois pas remplacé l'apport de la concurrence internationale de la recherche. Les chercheuses et chercheurs de Suisse ont continué d'être mis à l'écart des fonctions dirigeantes dans les projets collaboratifs. Le réseau et la réputation de la recherche en Suisse s'en sont trouvés nettement amoindris. Les jeunes talents académiques ont été particulièrement affectés, avec toute une génération fortement pénalisée en matière d'accès à la recherche internationale. Ils n'ont pas eu la chance de se profiler et de s'établir dans des réseaux internationaux à des fonctions de direction. De même, ils n'ont profité que dans une moindre mesure des financements transitoires et complémentaires mis à disposition par la Confédération, car ils ne disposaient pas encore de la notoriété suffisante pour être sollicités par l'étranger. En outre, un certain nombre de chercheuses et chercheurs de Suisse sont passés dans une université de l'UE avec leur ERC Grant ou n'ont pas opté pour une haute école suisse depuis l'étranger. L'atout de la mobilité internationale des étudiantes et étudiants s'est aussi dégradé, ce qui ne fait pas seulement obstacle aux futures carrières académiques, mais aussi à l'évolution professionnelle dans l'économie privée. Comme l'ont souligné des représentants de hautes écoles universitaires et spécialisées, même les PME ancrées au niveau régional comptent désormais sur une expérience internationale de leur personnel. De plus, les hautes écoles suisses ne seraient plus en mesure d'attirer d'excellents étudiantes et étudiants si elles ne pouvaient pas leur proposer une participation aux programmes de l'UE.

Le retour de la Suisse dans les programmes de l'UE doit être soutenu

Car la mémoire institutionnelle se perd vite ! L'entrée des jeunes chercheuses et chercheurs dans les programmes de l'UE doit notamment être soutenue par les hautes écoles.

Les programmes de l'UE offrent une valeur ajoutée importante aux entreprises innovantes.

L'accès aux programmes de l'UE est un facteur de réussite important pour une entreprise fondée sur la connaissance. Il ressort de nos enquêtes que la valeur ajoutée des programmes de l'UE pour les entreprises varie en fonction de leur maturité et de leur taille. La participation restreinte de la Suisse aux programmes de l'UE a freiné les entreprises dans leur développement.

Les spin-offs et les start-ups ont des défis spécifiques à relever

Les spin-offs s'appuient sur une innovation qu'elles ont étudiée et développée dans leur université. En règle générale, elles poursuivent cette coopération même après leur essaimage. C'est du moins le cas aussi longtemps que le développement de leurs produits se nourrit de la recherche effectuée à l'université – notamment dans le domaine de la deeptech[1]. Les spin-offs ont ainsi intérêt à rester proches de leur haute école. Dans cette phase initiale de développement, il ne s'agit pas encore de nouveaux cycles d'innovation, puisque les entreprises sont accaparées par la mise en place de structures et de processus, par la production, le marketing et le financement. La participation limitée de la Suisse aux projets de recherche de l'UE n'a donc pas posé de problème au stade du démarrage des entreprises. Pour leur croissance (« scale up »), les spin-offs et les start-ups sont en revanche intéressées par le soutien du programme d'accélération EIC, auquel elles accordent le plus souvent une très haute importance. L'utilité d'une visibilité internationale susceptible d'attirer des investissements privés se renforce également lors de cette étape.

Les PME sont celles qui profitent le plus des programmes de l'UE

Les PME hautement spécialisées, tournées vers l'exportation et sur le point de lancer un produit ou un processus innovant, sont celles qui tirent le meilleur avantage des programmes de l'UE. Ces programmes assurent aux entreprises ayant un ancrage régional un accès à la recherche ainsi qu'aux partenariats d'innovation et aux marchés internationaux. Les PME basées sur la connaissance travaillent généralement dans des niches spécialisées. Avec leurs produits de haute technologie, elles fournissent les industries innovantes, en Allemagne et à l'étranger principalement : cela peut concerner les domaines deeptech tout comme des procédés de diagnostic spécialisés dans des industries très proches de la pratique, par exemple le traitement des eaux usées. Ces PME sont tributaires des marchés étrangers. Grâce aux projets de recherche de l'UE, nombre d'entre elles ont pu élargir leurs domaines de compétence, développer de nouveaux produits et étendre leurs marchés. Elles ont

[1] La deeptech désigne les inventions et les solutions basées sur la recherche scientifique et l'expertise technique. Les start-ups deeptech développent généralement leurs produits pour le secteur B2B. Elles ne s'adressent pas directement aux consommateurs finaux classiques, mais à des clients professionnels.

pu s'insérer dans des chaînes de valeur internationales. Les PME très spécialisées utilisent en outre les plateformes de l'UE pour exercer une influence sur les réglementations européennes dans leurs domaines spécifiques et obtenir par ce biais des avantages économiques pour la Suisse. L'importance des programmes de l'UE pour les PME est aussi confirmée par les statistiques. Près d'un quart des montants du programme de recherche précédent (Horizon 2020) a en effet été alloué à l'économie privée : 8,7 % aux grandes entreprises industrielles et 15,4 % aux PME. De plus, ces dernières ont pu embaucher des collaboratrices et collaborateurs en interne pour des travaux de recherche via des projets de l'UE. Parallèlement, les entreprises moyennes avec des liens régionaux ne sont que partiellement en mesure de délocaliser des services de R+D dans l'UE, car elles n'ont pas la taille critique pour le faire. De plus, l'UE a érigé un nouvel obstacle en ce sens qu'il ne suffit plus de créer une succursale d'entreprise suisse dans l'UE ; l'entreprise doit effectuer des travaux de recherche et de développement dans l'UE et être dirigée par un cadre possédant un passeport européen. Les PME basées sur le savoir tirent donc une plus-value spécifique des programmes de l'UE. Par conséquent, ce sont elles qui ont été le plus affectées par la participation restreinte de la Suisse aux programmes de l'UE, davantage que les hautes écoles, les spin-offs, les start-ups ou les grandes entreprises.

Étude de cas ID Quantique

ID Quantique est une entreprise d'une centaine de personnes qui fournit des solutions quantiques pour la cybersécurité et la recherche scientifique. Ses spécialités sont la distribution de clés quantiques, les générateurs de nombres aléatoires quantiques et la recherche quantique. Dans ce dernier domaine, l'entreprise soutient le développement de composants photoniques quantiques pour l'Internet quantique du futur. Avec des bureaux et des laboratoires de développement dans le monde entier (Boston/USA, Séoul/SK et Genève), elle sert des clients dans plus de 60 pays sur tous les continents. ID Quantique a été fondée en 2001 par quatre scientifiques comme une spin-off de l'Université de Genève avec laquelle elle continue à collaborer étroitement. Il est remarquable qu'avec l'université, avec Mt Pelerin[2] et les Services Industriels de Genève, elle ait été sélectionnée par l'UE pour le projet de recherche Open Quantum Key Distribution (OPENQKD). Financé par l'UE à hauteur de 15 millions d'euros, le projet OPENQKD vise à créer et tester sur le continent des infrastructures de réseaux de communication intégrant l'élément quantique appelé distribution quantique de clés.

[2] Mt Pelerin est une plateforme suisse de crypto-monnaies qui propose des services tels que le crypto-trading, un portefeuille numérique et la tokenisation. Elle permet aux particuliers et aux entreprises de traiter facilement et en toute sécurité les cryptomonnaies et les actifs numériques. www.mtpelerin.com

Problèmes liés à l'accès limité aux programmes de l'UE

ID Quantique a ressenti les effets de la participation restreinte de la Suisse aux programmes de l'UE à trois niveaux. D'abord, elle a perdu le financement d'un ou deux collaborateurs qui travaillaient sur des projets de R+D à long terme, car ces engagements ne pouvaient pas être financés par des instruments suisses. Ensuite, son influence au sein de la direction générale de la Commission européenne, DG Connect[3], sur la conception des programmes de recherche et sur le développement politique, qui était importante pour ID Quantique en tant qu'entreprise leader dans son domaine, a été supprimée. Enfin les programmes de l'UE ont facilité l'accès aux marchés publics dans les pays de l'UE, accès qui ne pouvait guère s'établir pendant la période de mise à l'écart. Ce qui maintient ID Quantique en Suisse, ce sont ses collaboratrices et collaborateurs et les réseaux existant avec l'Université de Genève, l'EPFL et les hautes écoles spécialisées.

L'utilité du pool de talents, de la recherche et de la défense d'intérêts pour les grandes entreprises

Ces entreprises mettent également à profit les programmes de l'UE pour développer leurs produits et processus. Il s'agit de projets d'innovation concrets associant des partenaires scientifiques et économiques étrangers, mais aussi de l'intégration dans des chaînes internationales de connaissance et de création de valeur. Elles ont souffert des restrictions d'accès de la Suisse aux programmes de l'UE et des possibilités de participation réduites à des projets de recherche. Elles ont été partiellement coupées du réseau international des talents, ce qui a impacté le recrutement de leur relève internationale spécialisée de haut niveau. Grâce à leurs filiales dans d'autres pays, elles ont pu, ici et là, préserver l'accès à des projets de recherche des programmes de l'UE. Pour autant, cela n'a pas suffit pour attirer des activités de projet en Suisse, ni les moyens financiers et les chercheuses et chercheurs correspondants. Les grandes entreprises ont aussi souligné l'importance de l'écosystème des petites entreprises environnantes, qui dépendent également des subventions publiques, en particulier pour les innovations à haut risque. Elles ont expliqué en outre que la participation restreinte de la Suisse aux programmes de l'UE avait réduit leurs réseaux et l'influence des entreprises suisses sur la politique de recherche et d'innovation de l'UE, de même que sur ses domaines de réglementation. Ainsi elles ne sont plus présentes dans certains groupes de travail de l'Union européenne, tandis que la concurrence de l'UE, par contre, occupe désormais ces positions, ce qui se traduit par un double affaiblissement de la représentation des intérêts des entreprises suisses, selon plusieurs interlocutrices et interlocuteurs.

[3] DG Connect joue un rôle central dans l'initiative quantique de l'UE en dirigeant le développement et la mise en œuvre des politiques relatives aux technologies quantiques. Elle coordonne des projets importants tels que l'infrastructure européenne de communication quantique (EuroQCI) et soutient la recherche et le développement dans ce domaine par le biais de programmes tels que Digital Europe et Horizon Europe.

Étude de cas Casale

Casale est une entreprise fondée en 1912 qui emploie environ 300 personnes et propose des solutions durables dans l'industrie chimique, notamment pour la production d'hydrogène et d'ammoniac. Ses services comprennent la modernisation et la construction d'installations, en mettant l'accent sur la décarbonisation et l'utilisation d'énergies renouvelables. Lorsqu'il s'agit de développement et de projets scientifiques à faible degré de maturité technologique, Casale tient à faire appel à des fonds externes et à collaborer avec des universités. Casale a déjà participé à des projets financés par l'UE, notamment dans le cadre du Fonds de modernisation, qui aide les États membres à atteindre leurs objectifs énergétiques pour 2030. Un de ses projets majeurs a été le contrat passé avec la société tchèque BorsodChem, qui soutient un objectif de durabilité dans l'industrie chimique, pour la construction d'une usine d'acide nitrique.

Problèmes liés aux restrictions d'accès aux programmes de l'UE

Casale a besoin de réseaux multilatéraux et de visibilité pour trouver des partenaires et mettre en œuvre sa technologie, car il est plus facile de lancer des projets pilotes et de démonstration dans le cadre de l'UE. Même utiles, les accords bilatéraux récemment conclus par la Suisse (Japon, États-Unis, Royaume-Uni) ne sont toutefois pas d'une grande aide, en particulier pour une entreprise tessinoise qui, du fait de sa situation géographique, est tributaire d'une coopération multilatérale. En outre, Casale juge très important de pouvoir s'asseoir à la table des négociations à Bruxelles afin d'avoir son mot à dire sur les stratégies et les réglementations touchant la décarbonisation. Casale a lancé une filiale à Prague, dont l'expansion se ferait au détriment du siège social et surtout des employées et employés qui y travaillent. Globalement, la direction de l'entreprise estime qu'elle ne bénéficie plus des mêmes conditions de concurrence sur le marché international que ses concurrents internationaux.

Le graphique ci-dessous illustre l'importance variable des programmes de l'UE pour les entreprises, en fonction de leur stade de développement.

Valeurs ajoutées inégales des programmes de l'UE selon la phase de développement

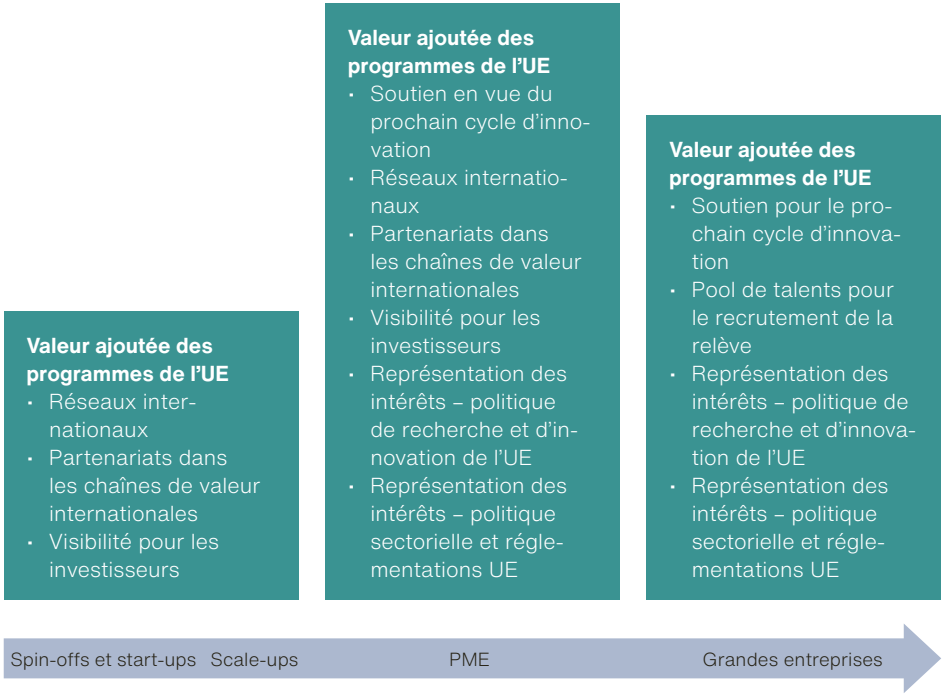

Figure 1 – Différentes valeurs ajoutées des programmes de l'UE dans le processus de développement d'une entreprise

Recherche et innovation sont indispensables pour la productivité, la croissance et la prospérité.

Les restrictions imposées aux universités et aux entreprises ont aussi un impact macroéconomique et social. Les simulations montrent que la progression du PIB dans l'UE est principalement due à des gains de productivité résultant d'investissements plus conséquents dans la R+D et que les investissements dans la recherche sont plus productifs lorsqu'ils sont regroupés au niveau supranational plutôt qu'additionnés dans chaque pays en volumes moins importants. Selon la simulation RHOMOLO réalisée par des experts externes, le programme Horizon Europe devrait produire jusqu'à 0,17 % de PIB supplémentaire (par rapport à 2020) ; la plus forte poussée du PIB devrait s'observer approximativement entre 2027 et 2035.

La compétitivité peut déjà baisser à moyen terme

Les financements nationaux transitoires et complémentaires mis à disposition par la Confédération ont permis d'éviter les effets macroéconomiques négatifs visibles à court terme de la participation limitée de la Suisse aux programmes de l'UE. Cette participation restreinte a eu tout de même des effets négatifs, en particulier pour les PME très spécialisées. Compte tenu de leur importance pour l'économie suisse, ce facteur a réduit sur un plan général la compétitivité de celle-ci. Sur la base de notre modèle d'impact, des simulations macroéconomiques de l'UE et des estimations du SEFRI (2019), il faut partir du principe qu'un prolongement de la participation restreinte de la Suisse aux programmes de l'UE n'aurait pas seulement un contrecoup pour certaines entreprises, mais pour la compétitivité de toute l'industrie du savoir.

Représentation affaiblie des intérêts de la Suisse

Les moyens d'influence de la Suisse au sein de l'UE se sont considérablement réduits. La représentation des intérêts de la Suisse sur l'ensemble de la chaîne de création de valeur de la recherche, de l'innovation, de l'organisation du marché et de la réglementation s'est ainsi amoindrie – au moment précis où l'UE valorise la recherche et l'innovation comme facteurs essentiels de la politique économique et de la compétitivité de l'Europe face à d'autres sites économiques et d'innovation mondiaux.

Prestations et effets relatifs à la participation de la Suisse aux programmes de l'UE

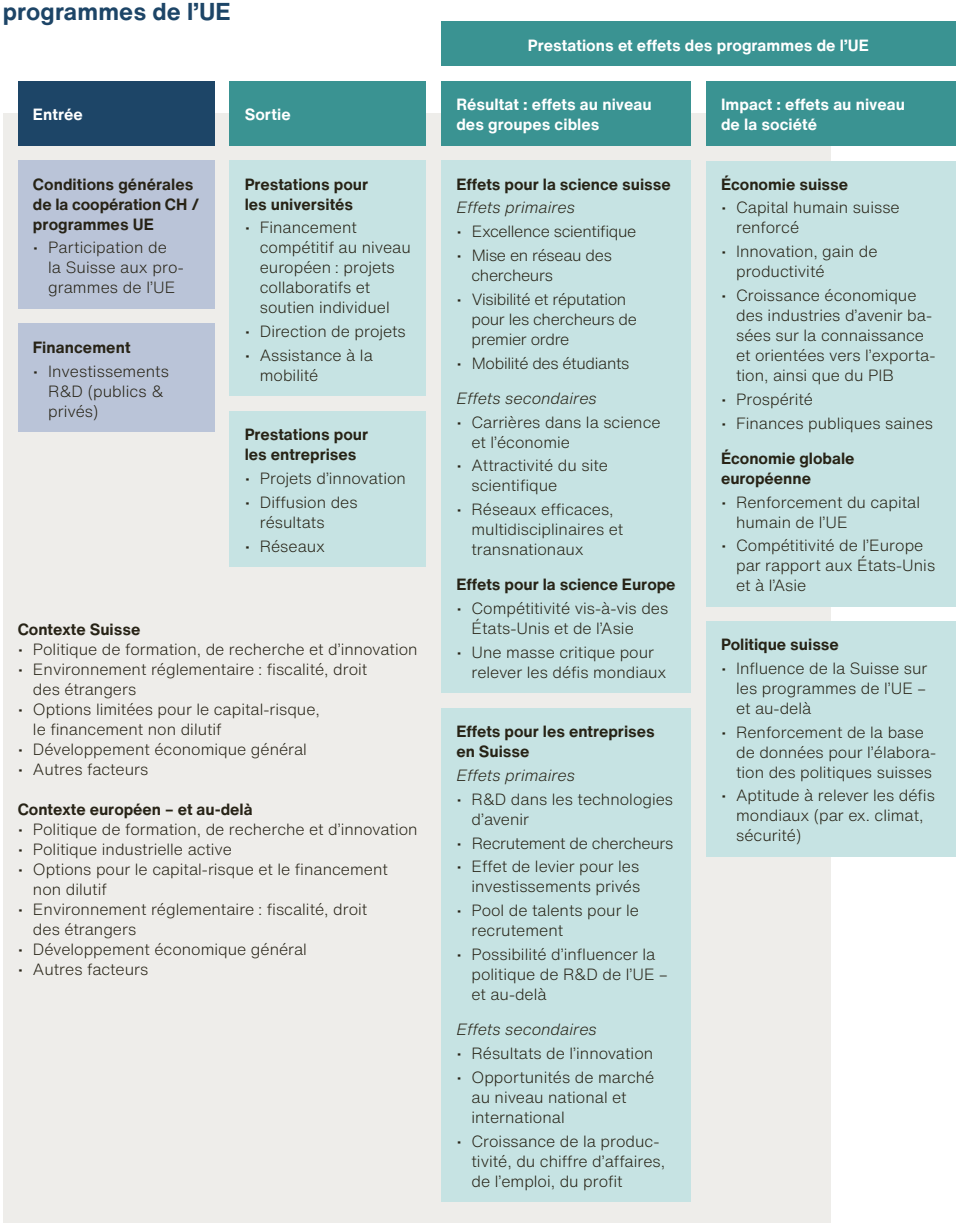

Figure 2 – Relations causales concernant la participation de la Suisse aux programmes de l'UE

Conclusion : la valeur ajoutée des programmes de l'UE pour la science, l'économie et la société saute aux yeux.

Pas d'alternative aux programmes de l'UE

Les plus-values d'une association complète de la Suisse aux programmes de l'UE pour la science, l'économie et la société sont considérables. La participation restreinte de la Suisse à ces programmes a particulièrement gêné les jeunes chercheuses et chercheurs, y compris la population étudiante, ainsi que les PME dans les secteurs de haute technologie. Or, ce sont des acteurs essentiels pour l'avenir de la Suisse. Par ailleurs, en matière de recherche et d'innovation, il n'existe aucun programme de coopération internationale qui soit comparable aux programmes de l'UE sous le rapport de l'étendue thématique et du volume financier, donc susceptible d'offrir une alternative à la Suisse. Malgré une réglementation provisoire, des incertitudes juridiques et de planification subsistent concernant la participation de notre pays. Cela freine notamment l'engagement des entreprises dans la soumission de projets. De plus, les défis globaux comme le changement climatique ou les questions de sécurité ne peuvent être affrontés qu'à l'aide de connaissances et de compétences issues de coopérations transfrontalières. Une restriction prolongée de la participation suisse aux programmes de l'UE aurait donc des conséquences négatives non négligeables pour la science, l'économie et la société de notre pays. Les innovations fondamentales reposent sur des recherches à long terme et des développements qui ont bénéficié d'un soutien public. La R+D est tributaire de conditions-cadres stables et de financements prévisibles. Les stratégies « stop-and-go » sont funestes, comme l'a bien montré ces dernières années la limitation répétée de la participation de la Suisse aux programmes de l'UE – en particulier pour les hautes écoles et les entreprises compétitives au niveau international.

Créer et entretenir une situation gagnant-gagnant

Une pleine association de la Suisse aux programmes de l'UE, durablement garantie, a toute son importance non seulement pour la Suisse, mais aussi pour la compétitivité de l'Europe, surtout à une époque comme la nôtre où la concurrence avec d'autres sites économiques et d'innovation mondiaux se durcit. L'exclusion prolongée de la Suisse de domaines clés de la haute technologie affaiblit les deux parties. De plus, l'UE lance de nouveaux instruments de promotion dans des secteurs d'avenir, dont la Suisse pourrait demeurer exclue en tant que non-membre de l'UE. Cela concerne la numérisation (Digital Europe, Europe Chips Initiative) et les technologies d'avenir que sont le domaine quantique, les semi-conducteurs, l'espace et le cyber. Les entreprises suisses ainsi que les institutions de formation et de recherche travaillant dans ces secteurs sont ainsi limitées non seulement pour la participation aux programmes de l'UE, mais aussi en tant qu'entités d'un pays non membre de l'UE.

Mentions légales

Barbara Haering GmbH
Universitätsstrasse 9
CH-8006 Zurich
+41 79 446 71 20
hello@barbara-haering.ch
www.barbara-haering.ch

Strategos SA
Rue Marterey 1
CH-1005 Lausanne
+41 21 623 91 11
info@strategos.ch
www.strategos.ch

---

scienceindustries – Association des Industries Chimie Pharma Life Sciences

scienceindustries regroupe les entreprises de la chimie, de la pharma et des sciences de la vie. Elle compte plus de 250 membres actifs en Suisse. Fondée en 1882 sous le nom de « Société suisse des industries chimiques », ce groupement d'intérêts politico-économiques de l'industrie chimique et pharmaceutique est un membre important d'economiesuisse, l'association faîtière de l'économie suisse.

Au nom de ses membres, scienceindustries se mobilise pour un cadre propice à l'innovation. Ses adhérents forment la plus grande industrie suisse de recherche et d'exportation et emploient quelque 80 000 personnes dans notre pays. En Suisse, 13 000 collaboratrices et collaborateurs hautement qualifiés sont occupés dans la recherche et 285 000 postes de travail (EPT) d'autres branches dépendent des industries de la chimie, de la pharmacie et des sciences de la vie.